

**Le Sommet
d'Ottawa**

opinions actuelles sur l'avenir de la détente. C'est pourquoi nous sommes très désireux de contribuer par tous les moyens dont nous disposons à éliminer les divergences actuelles entre les démocraties industrialisées quant à la stratégie économique et politique à suivre, et je crois que les sommets peuvent jouer un rôle utile à cet égard.

Je tiens à souligner qu'il ne faudrait pas attendre des dirigeants qu'ils arrivent à des conclusions définitives sur ces questions à Ottawa car, de par leur nature même, ces dernières sont constamment examinées par les gouvernements, et les dirigeants se doivent d'autre part de consacrer du temps à l'étude d'autres sujets. Parmi les principaux points que j'entrevois à ce stade pour l'ordre du jour de la Conférence d'Ottawa figure une analyse des tensions résultant de l'effet combiné de la lutte contre l'inflation et de l'effet des scénarios à croissance faible ou nulle prévus pour la plupart des pays participants et d'autres pays développés au cours des prochains mois, avec leurs conséquences importantes sur le plan socio-politique, notamment en ce qui a trait au chômage croissant dans un grand nombre de pays industrialisés. Le recyclage des pétro-dollars et les besoins d'un certain nombre de pays en voie de développement importants au chapitre du service de la dette et de la balance des paiements sont d'autres questions épineuses ; nous espérons toutefois que la réunion de mai du Comité intérimaire du F.M.I. au Gabon contribuera à améliorer davantage le système. À cet égard, nous avons accueilli très favorablement la conclusion récente d'un accord entre le F.M.I. et l'Arabie saoudite aux termes duquel cette dernière s'est engagée à prêter au F.M.I. quelque 8 milliards de dollars en droits de tirage spéciaux (D.T.S.), alors que les pays membres du Fonds ont convenu d'une augmentation spéciale de la quote-part de l'Arabie saoudite au F.M.I. C'est là un bon exemple de la reconnaissance du besoin de partager le pouvoir là où il existe dans le Sud.

La situation commerciale internationale est franchement inquiétante, et il se peut fort bien que les participants au Sommet veuillent se pencher sur les façons d'éviter une concentration protectionniste destructive sur les points de tension bilatéraux — qui semblent, hélas, se multiplier pour chacun de nous ces jours-ci —, au profit de la recherche d'un moyen de raviver le concept de l'élargissement du commerce mondial dans l'intérêt de tous les participants. En outre, les dirigeants devront évidemment passer en revue les progrès réalisés au chapitre de la stratégie énergétique globale dont ils sont convenus à Venise.

Également dans le sillage de Venise, les dirigeants prendront connaissance du Rapport sur les questions Nord-Sud que j'ai déjà mentionné. J'espère que cette série de conclusions établies par les représentants personnels donneront lieu chez les participants à une discussion détaillée et fructueuse quant aux relations qu'entretiennent les pays du Sommet avec les pays en voie de développement et ce, dans une perspective d'avenir et gardant notamment à l'esprit la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth qui se tiendra à Melbourne en septembre et le Sommet Nord-Sud prévu pour la fin octobre au Mexique. C'est là un sujet auquel le Canada continue d'attacher une très grande importance.

**Assistance en
matière
d'énergie**

Un des secteurs prioritaires est l'assistance apportée aux pays en voie de développement en matière d'énergie : je pense à cet égard au projet d'une Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergies nouvelles et renouvelables, qui serait tenue au